


# Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient

**Briefing Afrique de Crisis Group N°142**
Nairobi/Bruxelles, 3 octobre 2018

**Que se passe-t-il ?** L'élection présidentielle du 7 octobre 2018 intervient dans un contexte très tendu. Le pays est tiraillé entre Boko Haram à l'Extrême-Nord et le conflit dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

**En quoi est-ce significatif ?** Le risque de violences pré- et postélectorales est élevé dans les régions anglophones, mais existe aussi dans d'autres zones. L'opposition et plusieurs mouvements sociaux contestent le processus électoral, et les séparatistes anglophones entendent perturber le scrutin. La tension s'accentue et le pouvoir se radicalise.

**Comment agir ?** Le gouvernement et les groupes armés anglophones doivent parvenir à un cessez-le-feu, au moins la semaine de l'élection. Les partenaires du Cameroun peuvent les y inciter en menaçant de sanctions les responsables de violences. Le gouvernement devrait lutter contre la montée des clivages ethniques et consacrer plus de moyens aux aspects logistiques de l'élection.

## I. Synthèse

Le Cameroun s'achemine le 7 octobre 2018 vers une élection présidentielle à risque. Le contexte sécuritaire est volatile, le climat politique tendu et la situation économique précaire. Le pays est tiraillé entre Boko Haram à l'Extrême-Nord et le conflit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest anglophones. Les antagonismes communautaires s'aggravent non seulement dans ces régions, mais aussi dans le reste du pays. Il est encore temps pour le gouvernement et les séparatistes anglophones armés de parvenir à un cessez-le-feu, même temporaire, pour améliorer les perspectives de vote dans les zones affectées par le conflit. Les partenaires internationaux du pays doivent les y encourager. Le gouvernement devrait consacrer plus de moyens à la préparation logistique de l'élection, veiller à ce que les messages stigmatisant certaines ethnies ne continuent pas à se développer et adopter lui-même un ton plus apaisé. Après le vote, le gouvernement et les séparatistes devraient soutenir le projet de conférence générale anglophone porté par des responsables religieux, pour aller vers un dialogue national, nécessaire pour résoudre le conflit.

VISIT…

LANZAROTE Caliente.COM

Le risque de violences pré- et postélectorales est élevé dans les régions anglophones, mais existe aussi dans d'autres parties du pays, bien que le report des élections parlementaires et municipales à octobre 2019 l'ait atténué, car certains enjeux locaux, et donc certaines tensions, sont liés à ces votes. A l'approche du scrutin, la tension s'accentue et le pouvoir se radicalise, en privilégiant la répression et en évoquant un complot international face aux revendications sociales et politiques. De nouveaux mouvements tentent de se former à travers le pays. Encore embryonnaires, ils rejettent le processus électoral et certains appellent à une insurrection populaire pour renverser le président de la République Paul Biya. Dans les régions anglophones et certaines localités de l'Extrême-Nord, l'insécurité pourrait faire obstacle au bon déroulement du scrutin.

Les acteurs politiques n'ont pas trouvé de consensus sur la loi électorale, qui avantage nettement le parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). L'opposition estime que l'organe chargé d'organiser l'élection (Elecam) est partial, et dénonce le contrôle du président Biya sur l'appareil judiciaire en général et en particulier sur le Conseil constitutionnel, qui devra trancher en cas de litige électoral. En l'absence d'un consensus sur les règles du jeu, il n'est pas exclu que des militants de l'opposition contestent les résultats du scrutin, y compris par des moyens violents, en particulier en cas de fraudes électorales (achats de voix, bourrages d'urnes, et falsification des résultats), très courantes au Cameroun.

Organisée dans un climat apaisé, l'élection aurait pu offrir au pays le souffle politique dont il a besoin. Mais dans le contexte actuel, elle pourrait diviser davantage la société camerounaise. Pour réduire la tension sociale et politique, et éviter que le processus électoral soit émaillé de violences, le gouvernement devrait de toute urgence :

- Tenir un discours d'apaisement tant s'agissant du conflit dans les régions anglophones qu'à l'échelle nationale, en reconnaissant le mécontentement des anglophones et en dénonçant clairement les tentatives de créer des antagonismes communautaires à travers le pays, notamment les discours stigmatisant certaines ethnies, en particulier pendant la campagne électorale. Les responsables politiques d'opposition et les acteurs sociaux devraient eux aussi modérer leur discours, y compris sur les réseaux sociaux.

- En zone anglophone, rechercher un accord de cessez-le-feu avec les groupes séparatistes armés, au moins durant la semaine de l'élection. Pour l'obtenir, le gouvernement devrait, en gage de bonne foi, libérer les détenus anglophones qui n'ont ni incité, ni commis d'actes de violence. Ces libérations, qui renforceraient la crédibilité des séparatistes auprès de la population anglophone, devraient les convaincre d'accepter un cessez-le-feu.

- S'assurer que le matériel électoral est fonctionnel et de bonne qualité, et engager un dialogue avec l'opposition, la société civile et les ONG pour trouver une solution équitable au vote des déplacés (238 000 dans l'Extrême-Nord et plus de 300 000 dans les régions anglophones), par exemple en dotant Elecam de moyens suffisants pour les transporter jusqu'aux arrondissements où ils sont enregistrés comme électeurs ou à défaut en leur permettant de voter dans les localités où ils sont désormais installés.

Après l'élection, le nouveau gouvernement devra mettre fin aux violences, en particulier dans la zone anglophone. Si le président Biya est réélu, hypothèse probable, ceci lui permettrait d'assoir un héritage politique. En cas de défaite, son successeur devra chercher à remédier au plus vite à l'instabilité des dernières années. Il sera essentiel de soutenir le projet de conférence générale anglophone porté par plusieurs responsables religieux, qui permettrait aux anglophones de choisir leurs représentants à un dialogue national. Un tel dialogue serait l'occasion de réfléchir à la forme de l'Etat (fédéralisme ou décentralisation) ; à une meilleure représentation des anglophones dans la gouvernance économique, politique et culturelle du Cameroun ; à une plus grande autonomie pour les régions anglophones dans certains secteurs, tels que le droit et l'éducation ; et de rectifier certaines injustices et discriminations historiques. Le nouveau gouvernement devrait aussi lancer une réforme du mode de gouvernance centraliste et hyper présidentialiste, qui a contribué aux tensions dans certaines régions et au mécontentement dans tout le pays.

Les partenaires du Cameroun, en particulier la France et les Etats-Unis, les Nations unies et l'Union africaine, peuvent pousser dans les prochains jours pour un cessez-le-feu entre le pouvoir et les groupes armés en zone anglophone en adoptant un ton plus ferme et en menaçant de sanctions les responsables impliqués dans les violences, d'un côté comme de l'autre. Un cessez-le-feu permettrait la tenue du scrutin dans la zone et créerait un climat favorable à un dialogue après l'élection tant sur la question anglophone que sur la réforme de la gouvernance.

Les observateurs électoraux de l'Union africaine et de l'Organisation internationale de la francophonie devraient être présents dans tout le pays, dans les seules limites de la sécurité de leur personnel. Ils devraient prendre en considération tous les éléments de l'environnement électoral, y compris la nécessité de rendre le scrutin plus équitable et les problèmes liés au registre des électeurs, et ne pas limiter leurs observations au jour de vote. Pour calmer les tensions après l'élection, leurs communiqués devraient reconnaitre les problèmes plus larges, et y suggérer des remèdes. Les partenaires internationaux du Cameroun devront aussi faire pression sur le gouvernement pour qu'il s'abstienne de recourir à la répression en cas de manifestations. Ils devraient agir plus résolument et de façon concertée, car une instabilité prolongée au Cameroun serait aussi néfaste pour leurs intérêts dans la sous-région.

## II. Un contexte électoral très tendu

### A. *Un climat sociopolitique délétère*

Les fragilités structurelles du Cameroun (hypercentralisation et manque de séparation des pouvoirs, restriction des libertés, corruption des agents de l'Etat, faiblesse des institutions et non renouvellement des élites), identifiées dans plusieurs rapports de Crisis Group, s'aggravent d'année en année.[1] Le président Paul Biya, au pouvoir depuis 36 ans, gouverne par un mélange de clientélisme, de manipulation

[1] Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°160, *Cameroun : Etat fragile ?*, 25 mai 2010 ; et le briefing Afrique N°101, *Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir*, 4 septembre 2014.

des rivalités ethniques et de violations routinières des droits humains. La scène politique de ce pays de 25 millions d'habitants reste largement dominée par son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC).[2] L'opposition et la société civile demeurent dans l'ensemble affaiblies et divisées.

De nouveaux acteurs sociaux et mouvements politiques ont néanmoins émergé ces cinq dernières années, et les évènements des trois dernières années indiquent que les Camerounais peuvent encore s'indigner et se mobiliser. La mort en mars 2016 d'une femme enceinte à l'entrée d'un hôpital public à Douala, la capitale économique du pays située dans la région francophone du Littoral, le déraillement du train d'Eseka en octobre de la même année ou encore la diffusion sur internet en juillet 2018 d'une vidéo qui montrerait des soldats camerounais exécuter des femmes et des enfants désarmés dans l'Extrême-Nord ont créé une certaine indignation dans le pays et entrainé des manifestations.[3] Le blocage par le Front social démocrate (plus connu sous son nom anglais Social Democratic Front, SDF) de la session parlementaire de novembre 2017 pour réclamer un débat sur la question anglophone signale aussi que l'opposition traditionnelle, même affaiblie, peut encore tenir tête au pouvoir.[4]

Alors que la tension politique croit à l'approche de la présidentielle, il n'existe aucun cadre de dialogue entre Yaoundé, l'opposition et la société civile. Le pouvoir semble être tenté d'adopter la même stratégie qu'après l'élection présidentielle de 2011 : casser les principaux mouvements sociaux, isoler les meneurs les plus virulents ou les activistes upécistes,[5] et recruter des figures de proue au sein des réservoirs habituels de contestation, comme les étudiants, les vendeurs à la sauvette, les

[2] Le RDPC a 148 députés sur 180, 78 sénateurs sur 100 et dirige 305 communes sur 360. A l'élection présidentielle de 2011, Paul Biya a obtenu 78 pour cent des suffrages exprimés.

[3] L'accès à l'hôpital aurait été refusé à Monique Koumaté, faute d'argent, alors qu'elle était sur le point d'accoucher. Selon le personnel hospitalier, elle était déjà morte à son arrivée. Son histoire a choqué l'opinion publique et entrainé une mobilisation. « Cameroun : la mort atroce d'une femme enceinte provoque un scandale à Douala », France 24, 14 mars 2016. « Cameroun : deuil national après l'accident de train d'Eseka », TV5 Monde, 23 octobre 2016. Le gouvernement a dans un premier temps qualifié la vidéo en question de « fake news » (fausse information), avant d'ouvrir une enquête et d'annoncer l'arrestation de sept soldats. « Cameroun : sept militaires arrêtés après la diffusion d'une vidéo sur les exactions de l'armée », *Jeune Afrique*, 11 août 2018 ; « Cameroon atrocity : finding the soldiers who killed that woman », BBC, 24 septembre 2018. Cette vidéo a suscité des réactions contrastées au Cameroun. Alors que certains internautes se sont indignés, d'autres l'ont d'emblée dénoncée, y voyant une tentative de déstabilisation du pays, comme ils rejettent habituellement les rapports des organisations des droits humains. Les abus des forces de sécurité camerounaises s'inscrivent dans une longue histoire et dans une culture étatique où les exactions contre les citoyens sont routinières. Rapport de Crisis Group, *Cameroun : Etat fragile ?*, op. cit.

[4] « Cameroun : des députés demandent un débat sur la question anglophone à l'assemblée nationale », Radio France Internationale (RFI), 25 novembre 2017.

[5] Le terme upéciste se rapporte aux individus et aux groupes qui se réclament de l'héritage de l'Union des populations du Cameroun (UPC). Créé en 1948, l'UPC est le plus vieux parti politique au Cameroun. Il a pris les armes contre le pouvoir colonial à la fin des années 1950. Cette guerre a fait des dizaines, voire des centaines de milliers de morts avant de s'achever en 1971. Le parti est aujourd'hui divisé mais reste un symbole d'opposition historique au pouvoir de Yaoundé. Manuel Domergue, Thomas Deltombe et Jacob Tatsitsa, *Kamerun : une guerre cachée aux origines de la Françafrique* (Paris, 2011).

conducteurs de motos-taxis et plus largement les transporteurs.[6] Récemment, il a étendu ses capacités de contrôle sur les réseaux sociaux, en particulier sur Facebook.[7]

Mais cette stratégie peut s'avérer dangereuse, car en neutralisant ces intermédiaires de la mobilisation, le pouvoir se prive d'un accès aux dynamiques sociales en cours au sein des couches populaires et donc d'une capacité de contrôle. L'absence de chefs de file fait qu'en cas de troubles violents, comme les grandes émeutes de février 2008, il n'y aurait presque personne dans la société civile ou l'opposition pour canaliser les émeutiers et éventuellement entamer un dialogue avec le gouvernement.[8]

Or parmi les couches populaires, les opinions sont de plus en plus radicales. A Douala et Yaoundé, des dizaines de jeunes rencontrés par Crisis Group pensent qu'il « faut aujourd'hui faire comme les anglophones pour se faire entendre ». Certains déclarent même : « puisque le pouvoir comme l'opposition sont contre nous, mieux vaut tout gâter, comme ça tout le monde perd ».[9]

Depuis 2017, les tensions intercommunautaires se développent dans le pays. Sur les réseaux sociaux et dans les médias, des journalistes, hommes politiques, universitaires, activistes et autres acteurs de la société civile propagent des discours stigmatisant certaines ethnies. Les clivages ethniques ne sont pas nouveaux au Cameroun, mais l'approche de l'élection présidentielle les envenime car des responsables du parti au pouvoir et de l'opposition en jouent pour créer ou consolider leur base politique. Le risque que les antagonismes ethniques se superposent aux tensions politiques, jusqu'à amplifier de possibles violences au cours de la période électorale, n'est pas à exclure.

Ces dernières années, le gouvernement a profité du contexte sécuritaire pour restreindre davantage les libertés publiques, y compris en se servant de la loi antiterroriste, votée en 2014, contre des journalistes et des acteurs de la société civile. Depuis 2017, le ministère des Postes et Télécommunications et le ministère de la Communication menacent explicitement des journalistes et multiplient les procédures administratives contre certains médias.[10]

Cette restriction de l'espace public se traduit aussi par l'interdiction systématique par les autorités administratives des manifestations de l'opposition ou de la

[6] En juillet 2018, un commissaire divisionnaire d'une des agences de renseignement camerounaises se félicitait d'avoir fait infiltrer des groupes et d'avoir recruté une dizaine d'activistes rien qu'en 2017. Entretiens de Crisis Group, commissaire divisionnaire et présidents d'associations, Douala, juillet 2018.
[7] Entretiens de Crisis Group, officiers des renseignements et activistes, Yaoundé, juillet 2018. « Facebook discute des fake news avec les autorités au Cameroun », VOA, 9 août 2018.
[8] En février 2008, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre la vie chère, la hausse du prix du carburant et la réforme de la Constitution supprimant la limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs. Quarante manifestants ont été tués selon le gouvernement, plus de 100 selon les ONG locales et internationales. Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°161, *Cameroun : les dangers d'un régime en pleine fracture*, 24 juin 2010.
[9] Entretiens de Crisis Group, jeunes et commerçants, Douala et Yaoundé, mars-juillet 2018.
[10] « Journalistes, pas terroristes : Au Cameroun, la législation anti-terroriste est utilisée pour imposer silence aux opposants et réprimer la dissidence », Comité pour la protection des journalistes, 20 septembre 2017.

société civile.[11] Face à cela, certains acteurs sociaux organisent désormais des marches sans autorisation préalable. A l'exception du mouvement Stand up for Cameroon, ils se gardent cependant d'inscrire leur action dans un cadre politique.[12] Ils se limitent à des revendications sectorielles, soulignent habituellement que leur mobilisation n'est pas politique et qu'ils ne réclament pas le départ de Biya, sans doute pour éviter une répression plus virulente.[13]

Le musèlement des libertés s'est accompagné d'un durcissement de ton face aux partenaires internationaux et aux organisations internationales. A la moindre critique, Yaoundé manifeste sa colère et se montre très ferme vis-à-vis des diplomates en poste dans la capitale et des organisations internationales. Une partie de l'opinion publique, que le pouvoir a réussi à convaincre ces dernières années qu'un complot international cherchait à déstabiliser le pays, approuve cette attitude.[14]

Enfin, la détérioration de la situation économique ces quatre dernières années est préoccupante. Selon la Banque mondiale, le taux de croissance était de 3,2 pour cent en 2017 (contre 5,7 en 2015), alors que l'Institut national de la statistique estime qu'une croissance d'au moins 7 pour cent est nécessaire pour entamer une réduction de l'extrême pauvreté.[15] De plus, malgré le soutien (Facilité élargie de crédit de 666 millions de dollars sur trois ans) du Fonds monétaire international depuis 2017, la gouvernance et la lutte contre la corruption n'ont pas progressé. La hausse du taux de pauvreté accentue encore plus le mécontentement social.[16] La combinaison de tous ces facteurs pourrait conduire à des violences généralisées, comme en février 2008.

[11] « Cameroun : la police déployée à Douala pour empêcher une manifestation », *Jeune Afrique*, 21 octobre 2017.

[12] Stand up for Cameroon regroupe quatre partis politiques (Cameroon people's party, Mouvement pour la renaissance du Cameroun, l'Univers et l'UPC des Fidèles) et diverses associations. Depuis 2015, ce mouvement a organisé une douzaine de manifestations sur divers thèmes politiques, dont la réforme du code électoral, et tenté de mobiliser sur les questions sociales en lançant les « vendredis noirs » à Douala et Yaoundé. Ces manifestations pacifiques, réprimées par les forces de sécurité, peinent à attirer les foules. Entretien de Crisis Group, coordinatrice de Stand up for Cameroon, Douala, mars 2018. « Arrestation d'une vingtaine de femmes après une marche de l'opposition à Yaoundé », VOA, 9 mars 2018.

[13] Entretiens de Crisis Group, présidents de partis politiques et d'associations syndicales, Yaoundé et Douala, mars-juillet 2018.

[14] Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires et diplomates occidentaux, Yaoundé, mars-juillet 2018. Marie Emmanuelle Pommerolle, « Les violences dans l'Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », *Politique africaine*, N°138 (2015), p. 163-177.

[15] Voir le site de la Banque mondiale, donnees.banquemondiale.org/pays/cameroun. La baisse de la croissance résulte de la mauvaise gouvernance mais aussi de la lutte contre Boko Haram et de la baisse des prix des hydrocarbures, qui représentent 10 pour cent du produit intérieur brut (PIB).

[16] Selon l'Institut national de la statistique, le taux de pauvreté est passé de 29 à 37,5 pour cent entre 2010 à 2016. « Annuaire statistique du Cameroun 2016 », Institut national de la statistique (Yaoundé, 2016). Il a probablement augmenté depuis, et certains statisticiens estiment qu'il est même sous-évalué et qu'il s'agirait en réalité du taux d'extrême pauvreté, puisqu'il correspond au pourcentage de la population vivant avec moins d'1,5 dollar par jour, au lieu de 4 dollars – indicateur préconisé par la Banque mondiale. Entretiens de Crisis Group, économistes et statisticiens, Yaoundé, mars 2018.

### B. *Les nouveaux partis d'opposition : forces et faiblesses*

Elecam a validé neuf candidatures pour l'élection présidentielle du 7 octobre, dont huit issues des partis d'opposition. La donne évolue lentement pour l'opposition traditionnelle : seul le SDF présente un nouveau candidat, Joshua Osih, son vice-président. Mais de nouveaux partis ont émergé depuis 2013. Parmi eux, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) et le mouvement NOW ont créé une certaine dynamique autour de Maurice Kamto et d'Akere Muna, leurs candidats respectifs.

Mais ces deux candidats ne suscitent pas encore un élan national et se disputent le même type d'électorat. Ils peuvent en effet compter sur la sympathie des jeunes les plus instruits, des générations intermédiaires (35-55 ans), comme des classes moyennes. Muna a une faible base régionale ou communautaire. Originaire du Nord-Ouest anglophone, cet ancien bâtonnier et personnalité influente sur la scène internationale est loin de faire l'unanimité parmi les anglophones.[17] Quoi qu'il en soit, les partis d'opposition n'ont pas su tirer parti du mécontentement des anglophones, et le taux de participation sera probablement très bas dans ces régions à cause du conflit armé et de l'appel au boycott des séparatistes.

Universitaire, avocat et ancien ministre, Kamto espère pouvoir compter sur le soutien des électeurs de l'Ouest, sa région d'origine, de l'Extrême-Nord et des grandes villes du Sud du pays (Douala et Yaoundé). Mais l'Ouest est déjà dominé par le parti au pouvoir, ainsi que le Social Democratic Front, de même que Yaoundé et Douala où la compétition est encore plus rude.[18] Quant à l'Extrême-Nord, c'est un bastion difficilement prenable du gouvernement, où chefs traditionnels et autorités administratives sont des clients du parti au pouvoir.

Bien qu'issu du SDF, un parti traditionnel, Osih incarne aussi ce renouveau de l'opposition. Parlant couramment français bien qu'originaire du Sud-Ouest anglophone, il bénéficie d'une solide assise dans les régions anglophones, mais aussi dans la ville francophone de Douala, et pourra compter sur l'infrastructure de son parti, implanté sur tout le territoire. Il est toutefois critiqué par les autres opposants et certains membres de son parti pour ses relations d'affaires avec le président de la République et sa prétendue nationalité suisse.[19]

Sur la nouvelle scène de l'opposition, Cabral Libii, universitaire et analyste politique de 38 ans, monte en force. Inspiré par la trajectoire du président français Emmanuel Macron, il est depuis 2017 à la tête du mouvement « 11 millions de citoyens », en référence à la population de Camerounais qu'il estime en âge de voter (bien que celle-ci soit en réalité de 12 millions). Il ne dispose pas de véritable base régionale, mais jouit d'un grand capital de sympathie auprès des jeunes, des classes moyennes et apparait comme l'un des opposants les moins clivants ethniquement.

---

[17] Akere Muna est le fils de l'ancien Premier ministre du Cameroun occidental et président de l'Assemblée nationale de la République fédérale du Cameroun, que beaucoup d'anglophones accusent d'avoir « trahi » le Cameroun anglophone lors de l'abolition du fédéralisme en 1972.

[18] Le président du Sénat et le secrétaire général du RDPC sont tous les deux originaires de l'Ouest. Les chefs traditionnels et les principaux hommes d'affaires de la région sont membres du RDPC.

[19] L'un de ses parents est suisse et l'une de ses entreprises loue des avions au président et à sa famille lors de leurs déplacements. Entretiens de Crisis Group, militants du SDF et d'autres partis d'opposition, Yaoundé, Douala et Buea, mars-juillet 2018.

Il est difficile d'évaluer son poids politique réel, mais son mouvement compte plus de 250 000 sympathisants sur les réseaux sociaux, et il aurait convaincu plus de 10 000 jeunes de s'inscrire sur les listes électorales depuis 2017.[20]

Depuis le début officiel de la campagne le 22 septembre, ces quatre candidats de poids, et d'autres comme Serge Espoir Matomba du Peuple uni pour la rénovation sociale (PURS), semblent fortement mobiliser lors de leurs meetings. La présence de nouveaux candidats de l'opposition à cette élection semble remobiliser partiellement les Camerounais des régions francophones autour des campagnes électorales ; ce qui laisse augurer un taux de participation dans les régions francophones plus fort que lors des dernières élections, malgré les problèmes continus d'inscription des électeurs.

Par ailleurs, d'anciens ministres détenus pour détournement de fonds publics pourraient jouer un rôle dans cette élection. Certains d'entre eux, comme Marafa Hamidou Yaya, ancien ministre de l'Administration territoriale, ont encore des soutiens dans leurs fiefs régionaux et ne cachent pas leur volonté de revenir en politique. Ils ont les moyens de financer une campagne électorale et peuvent appeler leur base à voter pour l'un ou l'autre des candidats de l'opposition. D'anciens ministres et hauts fonctionnaires incarcérés espèrent obtenir une amnistie, voire un retour en politique, si leur candidat est élu. D'autres se contentent du plaisir de nuire au pouvoir actuel.[21] Depuis plusieurs mois, les candidats de l'opposition multiplient donc les visites à la prison de Yaoundé.

Dans l'ensemble, les chances de l'opposition sont faibles. Elle ne parvient pas à désigner un candidat unique pour la représenter lors de ce scrutin uninominal à un tour. A défaut, des partis comme le Cameroon People's Party ont proposé des alliances ponctuelles aux élections parlementaires et municipales, initialement prévues cette année mais reportées à octobre 2019, et autour d'actions communes, mais cette idée n'a pas convaincu. Muna a plaidé en vain pour un pacte de non-agression entre les partis d'opposition, qui les aurait vus concentrer leurs critiques sur le gouvernement et se garder de s'attaquer entre eux. Quant à Libii, il a suggéré sans succès des primaires de l'opposition pour désigner un candidat unique.

Les égos des chefs de partis, les clivages ethniques et régionaux et dans certains cas les divergences idéologiques (le SDF se réclame socialiste, tandis que de nombreux autres opposants se disent libéraux) ne suffisent pas à expliquer cette désunion. Le code électoral est conçu de manière à entretenir la compétition entre les partis d'opposition plutôt qu'avec le parti au pouvoir.[22] Cette compétition est aussi

---

[20] Entretiens de Crisis Group, cadres d'Elecam et journalistes, Yaoundé, mars 2018.

[21] Entretiens de Crisis Group, dirigeants de partis, anciens ministres et hauts fonctionnaires détenus, Yaoundé et Douala, mars-juillet 2018.

[22] Le scrutin uninominal à un tour, l'absence de bulletin unique (qui permet aux cadres du parti au pouvoir d'acheter des bulletins d'autres candidats ou de vérifier le vote des citoyens en se basant sur les bulletins non utilisés), le découpage des circonscriptions électorales, et le financement des partis politiques désavantagent les partis d'opposition ou entretiennent la concurrence entre eux. Voir « Prévenir et lutter contre la fraude électorale au Cameroun », Friedrich Ebert Stiftung, 2012 ; Loi N°2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral au Cameroun, modifié et complété par la loi N°2012/017 du 21 décembre 2012. Entretiens de Crisis Group, présidente du Cameroon People's Party, députés du SDF et universitaires, Yaoundé et Douala, mars 2018.

instiguée et entretenue par le pouvoir qui use à la fois de la législation, des mécanismes de cooptation et de la répression pour empêcher le travail de l'opposition ou créer une opposition fictive.[23] Ainsi en juillet 2018, vingt partis dits d'opposition ont déclaré leur soutien à la candidature de Biya.[24]

En réalité, malgré le mécontentement croissant, l'avantage conféré au président sortant par le code électoral, l'appareil d'Etat et sa base ethnique (Beti) devrait suffire pour obtenir une majorité, ne serait-ce que relative.[25] Cependant, le pouvoir est déterminé à tout contrôler et à montrer à l'opinion publique internationale qu'il bénéficie d'un très large soutien populaire. C'est pourquoi, selon de nombreux observateurs, y compris des membres du parti au pouvoir, il s'arroge généralement une victoire écrasante, décidant du même coup des parts de voix et de l'ordre d'arrivée des partis d'opposition, sur la base de calculs liés aux équilibres ethnopolitiques et en fonction de la docilité des chefs de partis ou de leurs accointances avec le pouvoir.[26]

## III. Une élection à risque

### A. *Faiblesses du processus électoral et menace d'opposition violente*

L'élection d'octobre 2018 présente les caractéristiques d'une élection à risque. L'absence de système électoral et de système judiciaire fiables constitue le principal frein au bon déroulement du scrutin. Le pouvoir a nommé des membres souvent proches du RDPC au Conseil constitutionnel, l'organe créé en mars 2018 pour trancher les litiges électoraux, entre autres attributions. La plupart des responsables du conseil électoral (Elecam) et de la Cour suprême lui sont tout aussi fidèles.[27] Ce manque de représentativité des institutions suscite la frustration des militants de l'opposition et a par le passé donné lieu à des violences postélectorales ou à un boycott.

L'organisation du scrutin est également une gageure. Le matériel d'Elecam est en partie vétuste et des incidents liés à la base de données ont eu lieu lors du recensement des électeurs.[28] Ceci a probablement contribué au faible nombre d'inscrits sur les listes électorales – un problème par ailleurs récurrent au Cameroun. En juillet 2018, seules 6,6 millions de personnes étaient inscrites pour une population

[23] Ces dernières semaines, certains représentants locaux de partis d'opposition qui sont fonctionnaires ont reçu des menaces du pouvoir ou subi des affectations disciplinaires. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, fonctionnaires, septembre 2018.
[24] « Présidentielle au Cameroun : massif soutien du G20 à la candidature de Paul Biya », RFI, 21 juillet 2018.
[25] « Présidentielle camerounaise : le bal des ambitieux aura bien lieu », *Le Monde*, 18 juillet 2018.
[26] Entretiens de Crisis Group, universitaires, diplomates, cadres du RDPC et membres de la société civile, Douala et Yaoundé, 2018.
[27] Entretiens de Crisis Group, universitaires, journalistes et membres d'Elecam, Yaoundé, juillet 2018.
[28] Entretiens de Crisis Group, universitaires et membres d'Elecam, Nairobi et Yaoundé, mars-juillet 2018.

en âge de voter de 12 millions, selon l'Institut national de la statistique.[29] Par ailleurs, alors que le budget prévisionnel de l'élection s'élève à 50 milliards de francs CFA (76 millions d'euros), elle pourrait coûter le double, selon des hauts fonctionnaires et cadres d'Elecam.[30]

Ces problèmes s'ajoutent à d'autres facteurs potentiels de violence. De nouveaux mouvements sociaux dénoncent le processus électoral et prévoient d'exprimer leur mécontentement dans les rues de Yaoundé et Douala. Ils espèrent encourager une insurrection populaire, mais non armée, sur le modèle de la révolution tunisienne, pour « chasser le tyran » Biya en octobre 2018.[31] Ces mouvements francophones ont des liens avec le mouvement anglophone séparatiste. Des associations locales, des intellectuels et activistes de la diaspora et quelques partis politiques boycottant l'élection sont au cœur de ce projet de « chassement ». Ces mouvements restent pour le moment embryonnaires et sont surtout présent sur les réseaux sociaux.[32]

D'autres groupes d'activistes francophones envisagent le recours à la violence armée à Douala et Yaoundé au cours de la période électorale, mais surtout après l'élection. Ils disposent déjà de combattants dans ces deux villes, ainsi que dans la région de l'Ouest. Ces groupes encore en formation collaborent avec les séparatistes anglophones.[33] Un groupe constitué d'anglophones et de francophones dispose aussi d'unités de combattants dans l'Ouest et à Douala, et compte y perturber le scrutin. S'ils passaient à l'action, le Cameroun pourrait basculer dans une profonde instabilité, d'autant que les groupes armés anglophones disposent aussi de cellules dormantes dans les régions de l'Ouest, du Littoral et du Centre.[34] Globalement, le risque de violence électorale est difficile à évaluer, mais la situation ressemble à bien des égards à celle de 2008, cette fois sur fond de guerre civile larvée dans les régions anglophones.

### B. *Deux zones rouges : régions anglophones et Extrême-Nord*

L'organisation du vote dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et dans les localités frontalières de l'Extrême-Nord demeure incertaine. Dans les régions anglophones, le conflit entre les séparatistes armés et les forces de défense et de sécurité camerounaises dure depuis un an. Les violences ont déjà causé la mort d'au moins 420 civils, de 175 militaires et policiers (300 membres des forces de sécurité ont aussi été blessés) et de centaines de combattants séparatistes.[35] Mi-août, les deux régions

---

[29] « Annuaire statistique du Cameroun. Chapitre 4 : les caractéristiques de la population », Institut national de la statistique, édition 2015, p. 56 ; et « Statistiques des inscrits et des bureaux de vote par région au 11 septembre 2018 », Elecam, septembre 2018.
[30] Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires à la présidence de la République et au ministère de l'Administration territoriale et cadres d'Elecam, Yaoundé, mars-juin 2018.
[31] Entretiens de Crisis Group, activistes, Douala, juillet 2018.
[32] Entretiens de Crisis Group, activistes francophones, Yaoundé, mars 2018. Courriels de Crisis Group, dirigeants du « chassement », juin 2018.
[33] Entretiens de Crisis Group, activistes francophones et anglophones, Douala et Yaoundé, juillet 2018.
[34] Entretiens de Crisis Group, journalistes et activistes, Douala et Yaoundé, juillet 2018.
[35] Compilation de Crisis Group à partir de sources ouvertes crédibles et d'une centaine d'entretiens avec les forces de sécurité, des diplomates, des membres de groupes séparatistes et des acteurs de la société civile anglophone en 2018.

comptaient plus de 300 000 déplacés, dont 246 000 dans le seul Sud-Ouest, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et l'Organisation internationale des migrations (OIM) et 25 000 autres personnes étaient réfugiées au Nigéria, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).[36]

Le niveau de violences a significativement augmenté la semaine du 1er octobre (date marquant la réunification du Cameroun sous mandant français et du Cameroun britannique), avec une vingtaine de personnes tuées.[37] La situation pourrait encore s'aggraver le jour de l'élection présidentielle du 7 octobre, et même toucher les régions francophones. Ces regains de violence ont accentué les déplacements, y compris vers les régions francophones (Ouest, Littoral et Centre).[38]

Les séparatistes veulent empêcher le bon déroulement du scrutin dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. S'ils y parvenaient, cela renforcerait le sentiment d'exclusion des habitants. Trois groupes armés et une dizaine de milices d'autodéfense, fort de plus d'un millier de combattants, sont actifs en zone anglophone.[39] Ils possèdent des RPGs, des mitrailleuses, contrôlent une partie significative des localités rurales, et à l'approche de l'élection, ils multiplient les collectes de fonds pour acquérir des armes lourdes.[40] Ils tentent de mettre en place un système économique, y compris en instituant des taxes sur les activités commerciales, tout en menant une guerre dite économique en incendiant de grandes entreprises étatiques comme la Cameroon Development Corporation ou en saisissant leurs biens.[41] Le Groupement interpatronal du Cameroun estime que la crise anglophone a déjà engendré une perte directe ou un manque à gagner de 269 milliards de francs CFA (410 millions d'euros) ; 6 434 emplois formels ont été détruits sur les sites agro-industriels où la production est interrompue, et 8 000 emplois formels sont menacés.[42]

Dans l'Extrême-Nord, l'insécurité liée à Boko Haram persiste dans certaines localités frontalières du Nigéria, et la question du vote des déplacés se pose toujours. Selon les Nations unies, la région compte 238 000 déplacés et potentiellement 260 000 apatrides.[43] L'isolement de ces localités, les attaques continues de Boko Haram

---

[36] « Cameroon displacement estimates in Southwest region (as of 16 August 2018) », OCHA et OIM, 16 août 2018 ; « Emergency update: Cameroon refugee situation, Nigeria », HCR, 15 août 2018.
[37] « Cameroun : huit tués dans le Sud-Ouest anglophone, en pleine campagne électorale », Africanews, 27 septembre 2018. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, forces de sécurité, élus locaux et activistes anglophones, 1er octobre 2018.
[38] « Cameroun : exode des populations dans les régions anglophones » RFI, 16 septembre 2018.
[39] Estimation de Crisis Group à partir de dizaines d'entretiens avec les forces de sécurité camerounaises, les membres de groupes armés séparatistes, des diplomates occidentaux, des chercheurs et journalistes camerounais et après exploitation d'une trentaine de vidéos authentifiées montrant des camps, des postes de contrôle et des rassemblements de groupes armés dans les régions anglophones.
[40] Voir les rapports à www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon.
[41] « La crise dans le Sud-Ouest impacte la filière huile de palme au sein de la CDC et Pamol », investiraucameroun.com, 12 juillet 2018.
[42] « Insécurité dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest : conséquences économiques et impact sur l'activité des entreprises », Groupement interpatronal du Cameroun, juillet 2018.
[43] « Statistiques des réfugiés et IDPs de l'Extrême-Nord », HCR Maroua, 7 septembre 2018. Entretiens de Crisis Group, cadres du HCR, Yaoundé, juillet 2018. Les apatrides dans l'Extrême-Nord du Cameroun sont des personnes probablement camerounaises, mais ne possédant aucun document officiel le prouvant et qui ne parviennent pas à en obtenir, car les autorités camerounaises doutent de leur nationalité.

dans les zones frontalières avec le Nigéria et la non-résolution de la question des apatrides (qui ne voteront pas pour cette élection mais qui devraient avoir le droit de vote pour les élections de 2019) et du vote des déplacés pourraient empêcher des dizaines de milliers de ressortissants de se rendre aux urnes.[44]

### C. *Les acteurs internationaux dans l'impasse*

Les Occidentaux ne semblent pas en mesure de prévenir les violences. En premier lieu, certains ont dans l'ensemble tendance à minimiser le risque de violences tant électorales que liées à la crise anglophone au Cameroun, et les répercussions d'une telle instabilité dans la sous-région. Pour éviter de leur accorder un droit de regard sur le processus électoral, le gouvernement a rejeté les offres de soutien financier à l'organisation de l'élection de l'Union européenne et des Etats-Unis, et n'a invité comme observateurs internationaux que l'Organisation internationale de la francophonie et l'Union africaine, avec lesquelles il entretient de meilleures relations. Ces dernières sont pourtant perçues par la communauté diplomatique et beaucoup de Camerounais comme complaisantes vis-à-vis du pouvoir.[45]

Les acteurs internationaux sont de surcroît divisés. La France continue de soutenir Biya, y compris au sein de l'Union européenne. Les Etats-Unis, ou certains hauts responsables de l'administration américaine, sont frustrés par les pratiques de gouvernance du pouvoir actuel, et le font savoir.[46] D'autres pays européens partagent cette frustration mais refusent de prendre position publiquement ou en dehors du cadre de l'Union européenne, par crainte des représailles, y compris économiques, de Yaoundé.[47]

La position française est particulière. Quelque 300 entreprises françaises sont présentes dans le pays, et des groupes français, dont certains sont proches de la présidence camerounaise, ont récemment conforté leur position commerciale malgré la concurrence chinoise.[48] De nombreux observateurs camerounais soulignent que Paris semble privilégier ses intérêts économiques de court terme, au détriment d'un accompagnement du processus démocratique au Cameroun.[49] Pourtant, un conflit prolongé en zone anglophone ou des manifestations violentes à l'approche de l'élection pourrait nuire à ces intérêts. Par ailleurs, sur le long terme, le soutien de Paris au pouvoir de Biya renforce le sentiment antifrançais dans un pays où la mémoire de la guerre d'indépendance reste vive.[50] Les diplomates français réfutent généralement ces allégations, en soulignant que la France est neutre et presse même

[44] Entretiens de Crisis Group, cadres du HCR et maires, Extrême-Nord et Yaoundé, mars-juillet 2018.
[45] Entretiens de Crisis Group, diplomates camerounais et occidentaux, Yaoundé, mars-juillet 2018.
[46] Entretiens de Crisis Group, diplomates et hauts fonctionnaires américains, Washington et Yaoundé, juin et juillet 2018.
[47] Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux, Yaoundé, 2018.
[48] Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux et fonctionnaires camerounais, Yaoundé, juillet 2018.
[49] Entretiens de Crisis Group, universitaires et journalistes camerounais, diplomates occidentaux, Yaoundé, juillet mars-2018.
[50] « Les violences dans le Cameroun anglophone : une nouvelle guerre cachée », *Libération*, 22 mai 2018.

Biya, en privé, d'aller vers un dialogue inclusif avec les anglophones et d'appliquer les lois sur la décentralisation.[51]

## IV. L'équation difficile de la stabilité

Cette élection aurait dû être précédée d'un dialogue national inclusif entre le pouvoir et les différentes figures de la contestation anglophone (partisans de la décentralisation, fédéralistes et séparatistes) sur la forme de l'Etat et la réforme de la gouvernance, afin de trouver une solution au conflit en cours. Cela n'a pas eu lieu car le pouvoir a priorisé la réponse militaire, mais la conférence générale anglophone qui doit se tenir les 21 et 22 novembre, conçue à l'initiative de plusieurs responsables religieux comme une étape préparatoire à un dialogue national, va dans le bon sens. Elle mérite un soutien à la fois du gouvernement et des acteurs internationaux.[52]

A quelques jours du scrutin, le gouvernement devrait tenter d'obtenir un cessez-le-feu avec les groupes armés et tenir un discours d'apaisement. Il est probablement trop tard pour trouver un consensus sur la loi électorale entre le gouvernement, l'opposition et la société civile, mais il est encore temps de régler certains problèmes liés à l'organisation logistique de l'élection. Après l'élection, adoucir le climat socio-politique et les tensions intercommunautaires devraient constituer les priorités de l'agenda politique.

### A. *Mesures d'urgence avant l'élection*

#### 1. Un cessez-le-feu dans les régions anglophones

En zone anglophone, un accord à minima entre le gouvernement et les séparatistes pour un cessez-le-feu la semaine de l'élection est difficile mais encore possible. Pour l'obtenir, le gouvernement devrait, en gage de bonne foi, libérer des détenus anglophones qui n'ont ni incité, ni commis d'actes de violence. Ces libérations, qui renforceraient la crédibilité des séparatistes auprès de la population anglophone, devraient les convaincre d'accepter un cessez-le-feu. Un tel accord permettrait aussi de créer une atmosphère favorable à un dialogue de fond après l'élection.

Le gouvernement et les séparatistes semblent réticents à faire les concessions nécessaires pour rétablir la paix dans les régions anglophones. Mais une forte pression internationale pourrait infléchir leurs positions. Les partenaires du Cameroun, en particulier les Etats-Unis et l'Union européenne, devraient pousser Yaoundé et les groupes armés en zone anglophone à un cessez-le-feu. Ils devraient adopter une attitude plus ferme, en envisageant de réévaluer la coopération militaire et en menaçant d'imposer des sanctions contre les hauts gradés de l'armée, les membres de l'exécutif et les chefs des groupes séparatistes impliqués dans les violences.

[51] Entretiens de Crisis Group, diplomates français, Yaoundé et Paris, mars et septembre 2018.
[52] « Cameroun : la conférence générale anglophone mérite un soutien national et international », déclaration de Crisis Group, 17 septembre 2018.

### 2. Un discours d'apaisement

Le pouvoir camerounais doit dès à présent tenir un discours réconciliateur et d'apaisement tant au sujet du conflit dans les régions anglophones qu'à l'échelle nationale. Il devrait notamment reconnaitre le mécontentement des anglophones. Il devrait aussi veiller à ce que les discours stigmatisant certaines ethnies ne continuent pas à se développer, en particulier pendant la campagne électorale. En appui au gouvernement, le Conseil national de la communication, organe consultatif placé sous l'autorité du Premier ministre, devrait réaliser un suivi de l'espace médiatique camerounais et signaler toute incitation à la haine ou à la violence, tout en faisant preuve de mesure et en respectant la liberté d'expression.

Le gouvernement devrait s'assurer que les forces de sécurité s'abstiennent de recourir à la répression en cas de manifestations. Les partenaires internationaux du gouvernement devraient faire pression dans ce sens.

### 3. Des réglages techniques et logistiques

Il est encore temps de renforcer les moyens d'Elecam pour que les matériels défectueux soient remplacés et que la logistique électorale, comme l'encre indélébile, soit en place dans les 24 990 bureaux de vote.

Le gouvernement, les partis d'opposition, les ONG locales et les Nations unies doivent discuter de la question du vote des déplacés. En ce qui concerne l'Extrême Nord, la solution étudiée un moment à Yaoundé prévoyait que chaque parti organise le transport de ses électeurs déplacés vers les bureaux de vote dans lesquels ils ont été inscrits, mais les intentions précises du gouvernement et d'Elecam restent présentement inconnues en l'absence de communication claire.[53] Si la solution initiale est finalement retenue, cela serait à l'avantage le parti au pouvoir car il est le seul à disposer de ressources suffisantes pour le faire, d'autant qu'il bénéficie du soutien de l'administration. Une solution équitable pour l'opposition consisterait à doter Elecam de moyens pour transporter tous les déplacés souhaitant voter ou à défaut de permettre aux déplacés de voter dans les localités où ils sont désormais installés. Pour la première solution, les partenaires internationaux du Cameroun pourraient soutenir Elecam dans ce sens. La seconde solution nécessiterait un décret pour modifier le code électoral qui ne le permet pas en l'état actuel.

Le vote de 300 000 déplacés anglophones s'avère aussi problématique. A la différence de l'Extrême-Nord, Elecam et le gouvernement semblent opter pour la création en zone anglophone de grands centres de votes par département où les déplacés pourraient voter en sécurité. Cette solution est rejetée par certains candidats qui soulignent que cela obligerait les électeurs potentiels à parcourir des dizaines de kilomètres pour voter, alors que les motos et véhicules seront probablement interdis en zone anglophone le jour du scrutin.[54] Cette solution nécessiterait aussi

[53] Entretiens de Crisis Group, responsable régional et responsables départementaux d'Elecam, Extrême-Nord, mars 2018.
[54] « Cameroun - présidentielle 2018 : Joshua Osih contre les créations des centres de vote dans les régions anglophones », actucameroun.com, 23 septembre 2018 ; « "Les balles font fuir les électeurs" des régions anglophones du Cameroun », *Le Monde*, 24 septembre 2018 ; « Présidentielle au Cameroun : le dispositif sécuritaire, grande inconnu du scrutin en zone anglophone », *Jeune Afrique*, 8 août 2018.

un décret présidentiel, car le code électoral dispose que les électeurs doivent voter dans les bureaux de vote où ils sont enregistrés.

Les observateurs internationaux devraient être présents sur tout le territoire. Afin de contribuer à un climat apaisé après les élections, ils devraient tenir compte dans leurs communiqués des problèmes généraux des élections, y compris l'utilisation des moyens de l'Etat par le parti au pouvoir et le niveau très bas d'inscription sur les listes électorales.

### B. *Après l'élection, faire la paix avec les régions anglophones et réduire les antagonismes communautaires*

La période postélectorale devrait être un moment de refondation des institutions et de la gouvernance au Cameroun, pour faire la paix avec les régions anglophones et réduire les antagonismes communautaires à l'échelle nationale.

Le président élu devrait engager un dialogue national inclusif sur la forme de l'Etat (fédéralisme, régionalisme ou décentralisation effective) qui associera toutes les composantes de la société anglophone. Ce dialogue devrait être précédé d'un discours d'apaisement et de mesures de décrispation comme le cessez-le-feu susmentionné, ainsi que la libération des chefs de file séparatistes et des détenus qui n'ont ni incité, ni commis d'actes de violences. Permettre et soutenir l'organisation de la conférence générale anglophone en novembre seraient un signe de bonne foi et une première étape vers un dialogue.

Ce dialogue permettrait aussi d'engager une réflexion sur une meilleure représentation économique, politique et culturelle des anglophones dans la gouvernance au Cameroun, et de rectifier certaines injustices et discriminations historiques, lorsque c'est possible et lorsqu'elles sont avérées. Cela implique par ailleurs que la nouvelle élite anglophone au sein du gouvernement et de la haute fonction publique soit représentative des transformations en cours depuis deux ans au sein du mouvement anglophone. Il faudra envisager la réintégration de la diaspora anglophone, y compris des séparatistes ayant accepté le dialogue, au sein des structures politiques locales. Il sera enfin nécessaire, après avoir trouvé un accord sur la forme de l'Etat, de procéder à la démobilisation, au désarmement et à la réintégration du millier de combattants armés séparatistes.

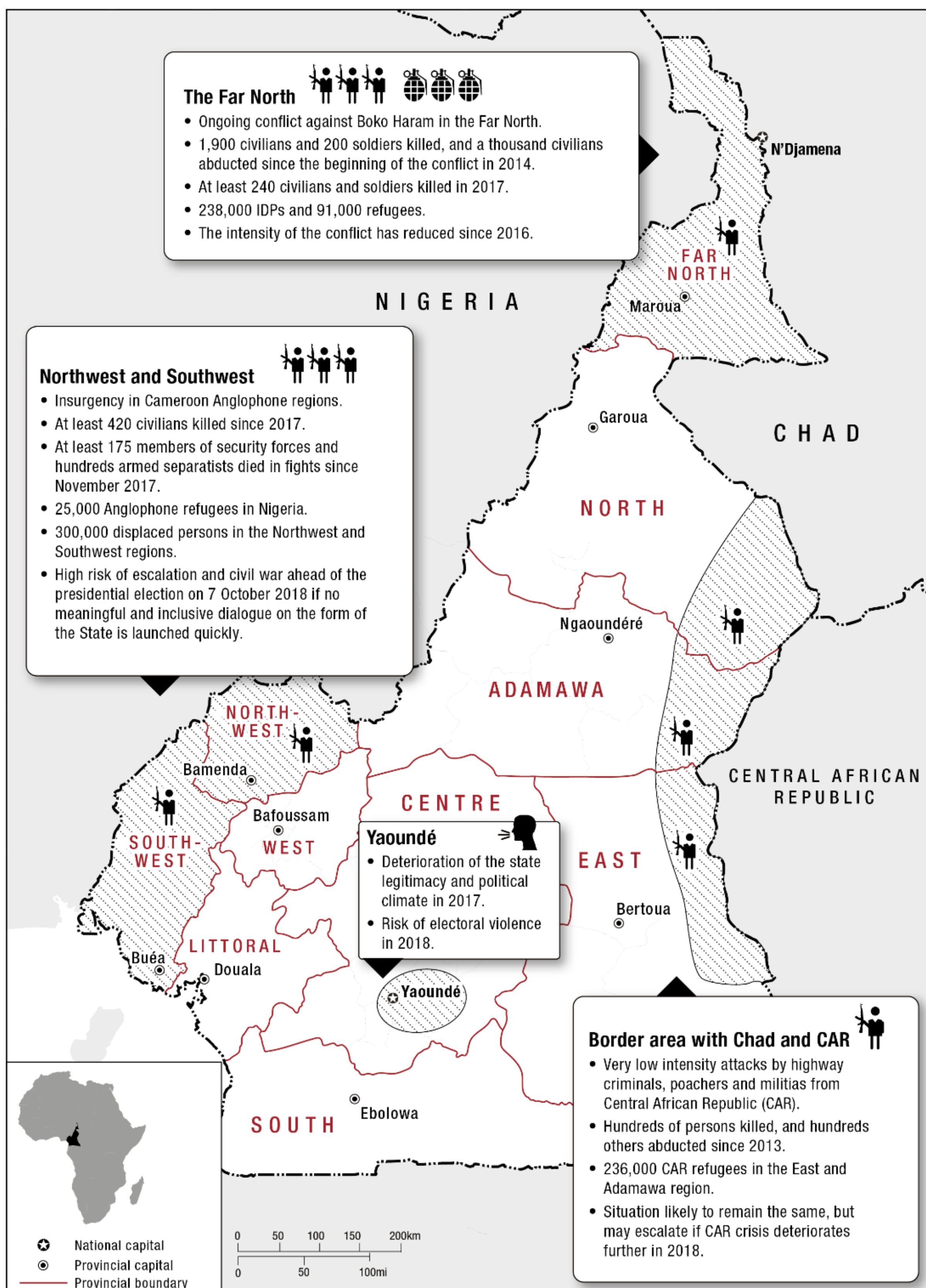
La gouvernance du Cameroun repose sur une redistribution de ressources à travers des réseaux ethniques et politiques qui se superposent les uns aux autres, sans coïncider parfaitement. A cela s'ajoute un multipartisme fortement biaisé en faveur du parti au pouvoir. La combinaison de ces deux éléments constitue un terreau fertile au développement d'antagonismes communautaires, exacerbés en période électorale. Après l'élection, le gouvernement devrait chercher à réduire les antagonismes communautaires dans tout le pays, en promouvant le respect de la citoyenneté et du mérite et en dénonçant la politisation des différences entre les communautés.

## V. Conclusion

L'élection présidentielle du 7 octobre prochain intervient dans un contexte politique et sécuritaire inédit au Cameroun. Au-delà de l'élection, l'absence de lisibilité politique est inquiétante. La question de la succession à Biya, 85 ans, et celle de l'assainissement de la gouvernance sont plus que jamais d'actualité. Réduire le risque de violence (y compris de la part des forces de sécurité) lors de l'élection présidentielle est un préalable pour mettre le Cameroun sur la voie d'une transition pacifique. Par la suite, organiser un dialogue national pour résoudre la crise anglophone devrait constituer la priorité du prochain gouvernement.

**Nairobi/Bruxelles, 3 octobre 2018**

## Annexe A : Carte du Cameroun



## Annexe B : Rapports et briefings sur Afrique depuis 2015

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires Mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, ministère danois des Affaires étrangères, ministère émirati des Affaires étrangères, ministère finlandais des Affaires étrangères, ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère islandais des Affaires étrangères, ministère liechtensteinois des Affaires étrangères, ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, ministère néerlandais des Affaires étrangères, ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, ministère norvégien des Affaires étrangères, ministère qatari des Affaires étrangères, ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Elders Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

**Septembre 2018**




International Crisis Group
**Headquarters**
Avenue Louise 149, 1050 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 502 90 38. Fax: +32 2 502 50 38
brussels@crisisgroup.org

**New York Office**
newyork@crisisgroup.org

**Washington Office**
washington@crisisgroup.org

**London Office**
london@crisisgroup.org

**Regional Offices and Field Representation**
Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa,
Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

**See www.crisisgroup.org for details**

*PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.*